

**NOS HERITAGES ET LE PROBLEME DE LA  
CONVERGENCE**

---

Alain LIPIETZ

Le bilan qui vient de nous être proposé de nos héritages, du côté du mouvement ouvrier, de l'écologie politique, du féminisme, nous montre à la fois la difficulté de leur convergence et sa profonde nécessité.

La difficulté est particulièrement grande en France où règne, depuis le début des années 70, une absurde polarisation entre la "fidélité" à un fondamentalisme socialiste révolutionnaire et "l'ouverture" aux nouveaux mouvements sociaux. De cette absurde polarisation, les groupes marxistes, dont nous venons pour beaucoup d'entre nous, et qui ont cherché à codifier la grande révolte de 1968 contre le modèle de développement dominant, portent la plus grande part de responsabilité.

Sans caricaturer totalement, cet "héritage marxiste" posait une égalité entre trois termes: la révolution serait d'un même mouvement prolétarienne, anticapitaliste et communiste. Autrement dit, on l'identifiait indifféremment par le but ("le communisme"), par le sujet (le prolétariat, la classe ouvrière), ou par l'adversaire (le capitalisme). C'était non seulement poser la centralité d'un sujet privilégié, mais encore définir le but de ce sujet par une simple inversion de l'état des choses existant ! Si on ajoute à celà que "le capitalisme" était réduit le plus souvent à l'achat de la force de travail et à l'extraction de la plus-value (considérée sous sa forme pécuniaire: le profit), la "révolution" se trouvait réduite à la lutte pour l'emploi et le revenu, c'est-à-dire à une forme radicalisée de la lutte du syndicalisme au sein du compromis fordien !

Or même pour le mouvement ouvrier c'était insuffisant. Comme l'a rappelé Benjamin Coriat, les O.S. soumis au taylorisme faisaient, déjà avant la crise, porter leur critique sur le déni de leur dignité humaine dans

l'organisation capitaliste du travail. Les Ouvriers Qualifiés, face aux restructurations, posaient déjà la question du choix des produits, de l'utilité sociale. Les jeunes chômeurs et animateurs sociaux jouent déjà la carte de l'initiative locale. Et pourtant, dans le syndicalisme, comme dans une bonne partie du PC et de ce qui reste de l'extrême gauche, cette culture de critique de l'organisation du travail, l'aspiration à la participation aux choix, l'idée même que ce n'est pas forcément aux patrons de créer les emplois, tous cela passe encore pour de dangereuses lubies réformistes !

Que le caractère encore marginal, balbutiant, de ces aspirations interdise actuellement de penser leur réalisation en termes autres que réformistes, c'est un fait. Tout autre est le problème de la direction qu'elles indiquent: à mon avis beaucoup plus proche de ce qu'on appelait originellement "communisme" ("le mouvement réel qui abolit l'état des choses existant", disait Marx) et aujourd'hui "alternative" !

Or, pour rompre définitivement avec la conception syndicaliste radicalisée, économiste, productiviste, du changement, le mouvement ouvrier a justement besoin de ces mouvements sociaux qui ont "divorcé" dans les années 70: en particulier l'écologie et le féminisme.

Malheureusement, ces mouvements sociaux se sont à leur tour enfermées, à cette même époque, dans une sorte de moule inversé du mouvement ouvrier. L'écologie par exemple a souvent mis tout simplement le signe "moins" devant le développement des forces productives humaines. Elle a remplacé la dénonciation de l'exploitation de l'homme par celle de la déprédation de la Nature, construisant ainsi ce qu'Yves Cochet appelle une "métaphysique holiste", image transposée du totalitarisme de la vulgate marxiste. Le jeu de la diversité, le jeu triangulaire de l'être humain, de la nature non-humaine et de la nature transformée par l'activité humaine, a été ainsi refoulé. Or, faute de prendre à bras le corps, à pleine vie, les problèmes de l'écologie urbaine (comment les êtres humains peuvent-ils vivre libres, autonomes, heureux, dans le milieu qu'ils ont créé et recréent eux-mêmes), l'écologie s'interdit d'affronter les problèmes fondamentaux (ceux qui par exemple sont à l'origine du racisme) et qu'elle est la mieux à même de traiter, pourtant.

Les débats de la Commission "Homme-Femme - Patriarcat" nous montrent eux-aussi les limites d'une définition d'un mouvement social par l'adversaire qu'il combat. En tant qu'homme, je prête la plus grande attention à la définition et au combat contre le sexage, le rapport d'appropriation des femmes par les hommes. Mais si le combat féminisme se définissait lui aussi seulement comme un "anti-sexagisme", il serait aussi peu porteur de transformation radicale que "l'anti-capitalisme". Le mot d'ordre "nos luttes changent la vie entière", l'affirmation de la société comme sexuée, posent des problèmes à première vue plus redoutables à la possibilité d'une convergence, mais à seconde vue me paraissent plus riches en apports positifs.

Cette positivité (fondée sur une critique, une révolte) des mouvements sociaux, l'aspiration à construire quelque chose de nouveau, de ne pas se contenter de "résister", "réagir", l'affirmation d'une volonté d'autonomie, voilà ce qui, me semble-t-il, ouvre la voie à une convergence. Se reconnaître comme mouvements sociaux égaux en droit, dans leur différence et leur volonté de construire ensemble une alternative au modèle de société et de développement actuel, pose évidemment une série de problèmes programmatiques et organisationnels: il n'y a plus de "centre" qui "rayonne", "dirige" des "alliés".

C'est à partir du constat de cette difficulté, qui est aussi une promesse de richesse, qu'il faut créer, ensemble, la culture de notre "arc en ciel".